



CCE GRDF du 15 mars 2018

Déclaration sur le Bilan Maintenance 2016-2017

Nous souhaitons rappeler que le bilan de maintenance a été présenté pour la première fois en mai 2016 sur les résultats de 2014-2015. Les informations avaient été difficiles à obtenir mais nous étions finalement arrivés à aboutir à un dialogue de qualité selon vos propos.

Aujourd'hui on ne peut pas en dire autant...la rétention d'information est flagrante. La CGT pointe du doigt par exemple la disparition de certaines données sur les anomalies remontées où plus aucune comparaison entre DR ou entre ouvrages n'est possible ou l'absence de compte rendu sur les postes de livraison clients et l'absence de volume d'ouvrages à l'inventaire.

Votre attitude est déloyale vis-à-vis des représentants du personnel. Vous souhaitez toujours un travail sérieux mais avec vous, c'est compliqué...

L'aspect Formation est complètement occulté. Faut-il rappeler que le quantitatif est une chose, le qualitatif en est une autre, bien différente ?

GLOBALEMENT :

On observe une stabilisation de la maintenance réalisée par nos gaziers a contrario de celle faite par des prestataires. Certaines données nous apparaissent manquantes telles que pour les robinets ou les postes réseau. Une valeur disparaît complètement entre 2016 et 2017, il s'agit des DPCD. Nous n'avons plus aucune visibilité sur les différences de remontées d'anomalies entre les « meilleures » et les moins « performantes » DR ni sur la proportionnalité entre chaque type d'éléments concernés...Ces composantes ont tout bonnement été supprimées dans les documents transmis entre 2016 et 2018.... Nous continuons de penser que toutes les DR ne font pas le même effort quant à la promotion des remontées d'anomalies, la rigueur dans la traçabilité.

En cas d'incident grave sur un ouvrage, même si l'encadrement local peut parfois soutenir ses équipes, cela ne pèsera pas lourd face à la Direction en cas d'absence d'enregistrement d'une anomalie dans la GMAO. Elle mettra en cause le professionnalisme de l'Agent pour limiter au maximum celle de GRDF. Nous l'avons dit il y a deux ans, nous le répétons aujourd'hui. **Même si cela déplaît à certains, il faut que chacun soit très vigilant et s'astreigne à remonter toutes les défaillances possibles pour limiter sa responsabilité en cas de non traitement, y compris sur une simple absence de bouchon en amont et aval d'un compteur déposé, réalisé en Maintenance Corrective Optimisée ou pas.** Nous pensons que de nombreuses anomalies sont traitées sur place mais non tracées en GMAO.

Nous vous avons déjà alerté, il y a deux ans, sur l'impérative nécessité d'utiliser le compte GAIA comme pour CII pour accéder à GMAO mobilité, aujourd'hui c'est encore et toujours un mot de passe générique GMAO ou Test avec n'importe quel nom... même celui de l'assistante du service qui n'a rien à faire là-dedans. Rares sont ceux qui ont créé leur propre mot de passe !!!

Qu'est-ce qui vous empêche de le faire ? Le manque de rigueur vous arrangerait-il ? Pas de rigueur = pas de remontées d'anomalies = pas de traitements = pas de moyens supplémentaires = pas d'embauches = responsabilités reportées sur les agents... Tout bénéf pour la direction de GRDF.

En revanche le nombre global d'anomalies remontées toutes Décisions de Maintenance confondues est en baisse entre 2016 et 2017, ce qui n'a pas permis de baisser le nombre d'anomalies restant à traiter. Ce stock est en augmentation passant de 40 000 en 2015 à presque 50 000 en 2016. C'est un point qui est inquiétant et qui nécessite une mobilisation financière supplémentaire et des moyens humains en adéquation.

Nous constatons une baisse du coût de maintenance quand, dans le même temps, les coûts d'incidents augmentent. Si l'organisation de la maintenance préventive prévoyait le remplacement des détendeurs connus défectueux, la courbe s'inverserait et, au-delà de modifier les chiffres, cela changerait la philosophie : «prévenir plutôt que d'attendre l'incident avec les risques associés (baisse ou excès de pression, rupture de membrane, etc.) ».

Pourquoi toujours tendre vers le moins-disant sur le matériel, notamment sur les détendeurs ? Dorénavant nous avons sur les bras quantités de ces équipements défectueux en exploitation augmentant de fait le risque gaz, en particulier lorsqu'ils sont installés en habitations.

Pourquoi nos fournisseurs ont-ils su produire du matériel de qualité et plus maintenant ? Pour nous le responsable ne peut être que la Direction de GRDF qui ne regarde que la finance et pas la fiabilité.

Sur le terrain, les agents en arrivent à regretter de déposer des vieux détendeurs plus fiables que les nouveaux.

En rapportant les 83,3 Millions d'euros de dépenses pour la maintenance de 2017 aux 738 Millions d'euros d'argent de poche offerts aux actionnaires, la CGT comprend la réelle mission de la Business Unit dont fait partie GRDF.

L'intérêt général est encore une fois sacrifié sur l'autel de la finance !